

baccalauréat ne saurait à brèves ou moyennes échéances être valablement envisagée. » Au même moment en métropole, tout est fait par ailleurs pour limiter, réduire, annihiler toute velléité de développement des langues régionales dans l'éducation nationale.

L'auteure narre par le menu l'épisode de création des Ecoles Populaires Kanak en mars 1985, à la suite des écoles Seaska, Diwan, Calandretas ou Bressoles en métropole. Les EPK prennent en compte la langue des tribus suivant une méthodologie de type Freinet, avec un programme d'histoire spécifique, proche des intentions des partis nationalistes et anticoloniaux. Cependant, l'absence de formation, de ressources, l'amateurisme évident de nombre de maîtres de ces 56 écoles seront cause de leur échec. Notons que dès l'ouverture, certains responsables indépendantistes n'enverront pas leurs propres enfants dans les EPK (p. 95) en toute connaissance de cause des raisons qui verront quelques années plus tard la fin de cette première expérience d'autonomie scolaire.

C'est fort d'une analyse « du dedans » que connaît l'auteure, elle-même issue d'une communauté (les Français d'origine vietnamienne) quelque peu stigmatisée par le système en place, et d'une analyse longue de quelques fonctionnements scolaires des pays de l'ancien Empire français d'Afrique qu'est proposée lors de la thèse présentée en 1990 un système d'éducation distinct tant des EPK que de l'école de la République. L'expérimentation n'est permise que dans des écoles catholiques de la ville de Thio. C'est là qu'une nouvelle didactique est mise en place, et explicitée par le menu. Des ressources du CREDIF réécrites pour le contexte néo-calédonien, une entrée par l'oral en la langue de la population (ici le xârâgurè) et par des maîtresses par ailleurs aguerries, un respect du patrimoine de la tradition orale et de ce que la langue véhicule comme vision et organisation du monde, une intégration des parents dans le processus scolaire, puis le passage aménagé au français par une méthodologie de « français langue seconde » porteront des fruits en termes d'inclusion scolaire, d'éveil cognitif, de développement des capacités bilingues, et de plaisir des élèves à se trouver en milieu scolaire.

L'auteure n'oppose en rien langues (mélanésiennes) à langue (français) et se situe hors d'un affrontement binaire entre indépendantisme forcené et néo-colonialisme. La proposition pédagogique qui est réalisée sur deux années scolaires (1997-1998), mais refusée à l'époque par l'éducation nationale, « permet d'affirmer que le plurilinguisme et le pluriculturalisme précoces sont possibles avec une langue maternelle à tradition orale, le français langue seconde adapté à la tradition orale, et l'anglais sous forme de comptines. »

Livre qui allie expériences pédagogiques et analyse macro-structurelles des systèmes en place, l'ouvrage de Ngoc-Anh Trân apporte un éclairage intéressant et des pistes apaisées et bénéfiques à un système néo-calédonien qui gagnera à penser sa diversité et sa complexité pour panser ses plaies.

L'Harmattan, 2018, 134 p.

## La Nouvelle-Calédonie sera-t-elle indépendante ? Analyse d'une politique publique

Jean-Luc Mathieu

### Résumé

Le problème néo-calédonien va enfin se résoudre. Ce livre analyse les politiques menées depuis une quarantaine d'années, avec une permanence que font clairement apparaître, derrière les querelles politiques de façade surjouées, des mesures concrètes, puissamment aidées par les finances de l'Etat. Les lecteurs retrouveront les accents et les débats qui ont marqué diverses époques : les « propositions » d'Edgard Pisani aussi bien que les mesures concrètes de l'époque Pons- Chirac.

Ils comprendront aussi à quoi a abouti le référendum national du 6 novembre 1988 initié par Michel Rocard, et les enjeux de la poignée de main entre Jacques Lafleur et Jean- Marie Tjibaou. Trente ans après, nous y sommes. Les habitants de ce territoire, colonisé il y a 165 ans, vont donc se prononcer, le 4 novembre 2018, pour ou contre son indépendance. La question ne serait pas posée en ces termes clivants si la réponse n'était pas déjà connue.

Si une incertitude existait, la date du référendum d'autodétermination, sans cesse repoussée, l'aurait été une fois encore. Jean-Luc Mathieu, qui a déjà consacré un livre à l'opération de « départementalisation » de Mayotte, analyse l'histoire néo- calédonienne des dernières décennies, pour comprendre si ce fut celle d'une décolonisation, réclamée par les uns, ou celle d'une néo-colonisation « en douceur », voulue par d'autres.

Le problème néo-calédonien va enfin se résoudre. Les habitants de ce territoire colonisé il y a 165 ans vont donc se prononcer en novembre 2018 pour ou contre son indépendance. Ce livre analyse les politiques menées depuis une quarantaine d'années, derrière les querelles politiques de façade, et les mesures concrètes puissamment aidées par les finances de l'Etat.

*Jean-Luc Mathieu, conseiller-maître honoraire de la Cour des comptes, a exercé diverses fonctions dans l'appareil d'Etat qui ont fait de lui un observateur attentif de nombreuses politiques publiques. C'est ce qui l'a conduit à présenter, en 2017, une pénétrante analyse des « voies et impasses de l'aménagement des territoires » qui conserve toute son actualité aujourd'hui, au moment où va être débattu le projet de loi pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN). Il a été aussi élu local et conserve des activités dans diverses associations.*

